

Avant-projet de règlement grand-ducal déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle le site « Wollefsbaach - Weierwisen » sis sur le territoire de la commune d'Useldange

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et notamment ses articles 2, 15, 17, 34 et 37 à 45 ;

Vu la décision du Gouvernement en conseil du 13 janvier 2017 relative au plan national concernant la protection de la nature 2017-2021 et ayant trait à sa première partie intitulée « Stratégie nationale Biodiversité » ;

Vu l'avis émis par le conseil communal d'Useldange après enquête publique ;

Vu la fiche financière ;

Vu l'avis du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu les avis de la Chambre d'agriculture, de la Chambre de commerce et de la Chambre des métiers [à demander] ;

Notre Conseil d'État entendu [à demander] ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement et de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. Est déclarée zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, le site « Wollefsbaach - Weierwisen » sis sur le territoire de la commune de Useldange, partie des zones protégées d'intérêt communautaire « Vallée de l'Attert de la frontière à Useldange (LU0001013) » et « Vallées de l'Attert, de la Pall, de la Schwébech, de l'Aeschbech et de la Wëllerbach (LU0002014) »

Art. 2. La réserve naturelle, d'une étendue totale de 29,2 ha est formée de fonds inscrits au cadastre de la commune d'Useldange, sous les numéros :

1. Section B d'Useldange:

1040/3913, 1041/1386, 1041/3602, 1077/1994, 1079/2850, 1083, 1086/1287, 1087/3472, 1087/3473, 1089/1396, 1089/1397, 1090/1399, 1091/3474, 1096/1402, 1097/1404, 1097/3356, 1099, 1100, 1101, 1102/2068, 1103/658, 1104, 1105/1406, 1105/851, 1106/1407, 1106/1408, 1106/3410, 1106/3411, 1107/1410

2. Section D d'Everlange:

10/2431, 11/2307 (partie), 168/2, 168/2521, 168/3, 43/2308, 5/2432, 79/1779, 79/1780, 81, 83/1384, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91

Sont également inclus tous les fonds et toutes les parcelles cadastrales ne portant pas de numéros, tels que chemins et cours d'eau se trouvant à l'intérieur du périmètre de la zone protégée d'intérêt national.

La délimitation de la zone protégée est indiquée sur le plan annexé.

Art. 3. Dans la réserve naturelle sont interdits:

- 1° les fouilles, les sondages, les travaux de terrassement, l'enlèvement de terre végétale, le déblai, le remblai, l'extraction de matériaux ;
- 2° le dépôt de déchets et de matériaux ;
- 3° les travaux susceptibles de modifier le régime hydrique ou de dégrader la qualité des eaux superficielles ou souterraines, tels que le drainage, l'entretien de drainages existants, le changement du lit des ruisseaux et le curage, ainsi que le rejet d'eaux usées ;
- 4° toute construction incorporée au sol ou non, à l'exception de l'entretien et du renouvellement des constructions existantes qui restent soumises à autorisation du ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, ci-après désigné « le ministre » ;
- 5° la mise en place d'installations de transport et de communication, de conduites d'énergie, de liquide ou de gaz, de canalisations ou d'équipements assimilés ; cette interdiction ne s'applique pas aux interventions nécessaires à l'entretien et au remplacement des installations existantes, ainsi qu'aux nouvelles installations à réaliser dans les voies goudronnées existantes qui restent soumises à autorisation préalable du ministre ;
- 6° le changement d'affectation des sols, y compris la réduction, la destruction ou la détérioration de biotopes protégés et habitats visés par l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
- 7° le retournement, le réensemencement ou le sursemis des pâtures ou prairies permanentes ; les réparations des dégâts de gibier pouvant se faire selon les instructions de l'Administration de la nature et des forêts ;
- 8° l'enlèvement, l'endommagement et la destruction de plantes sauvages, sans préjudice de l'exploitation agricole, ou des travaux nécessaires pour des raisons de sécurité publique ; la lutte mécanique ou thermique contre les adventices, dans le contexte de la conditionnalité de l'exploitation agricole, est autorisée ;
- 9° la perturbation, la capture ou la destruction d'animaux sauvages indigènes non classés comme gibier ;
- 10° l'appâtage du gibier ;
- 11° la chasse aux oiseaux ;
- 12° l'emploi de munition de plomb ;
- 13° la circulation à l'aide de véhicules motorisés en dehors des voies goudronnées ; cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit ;
- 14° la circulation à vélo et à cheval en dehors des chemins existants ; cette interdiction ne s'applique pas aux propriétaires des terrains, ni à leurs ayants droit ;

- 15° l'emploi de pesticides, la fertilisation ou le chaulage ;
- 16° la plantation de résineux ou d'essences allochtones.

Art. 4. Les dispositions de l'article 3 ne s'appliquent pas aux mesures prises dans l'intérêt de la conservation, la gestion et la promotion pédagogique de la zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle. Ces mesures sont toutefois soumises à autorisation du ministre.

Art. 5. Notre Ministre de l'Environnement et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

La Ministre de l'Environnement

Le Ministre des Finances